

à l'effet que les personnes unilingues sont des handicapés et, dans l'affirmative, s'il songe à accorder une pension à tous les unilingues canadiens?

LE CODE CRIMINEL

PROJET DE MODIFICATION RELATIF AUX SENTENCES

[Traduction]

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Je voudrais poser une question au ministre de la Justice, car personne ne niera qu'elle soit de sa compétence. En guise d'introduction, puis-je signaler que le rapport du comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle, a recommandé, lorsqu'un tribunal impose une condamnation, que le magistrat ou le juge précise les raisons qui justifient le genre de la condamnation. Étant donné que la Division des appels de l'Alberta a réduit de cinq à deux ans les condamnations frappant les adolescents compromis dans des affaires de marijuana et de haschish, le ministre voudrait-il nous dire s'il est prêt, à titre de réforme, à proposer une mesure législative tendant à insérer cette recommandation dans le Code criminel?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Nous sommes en train d'examiner très sérieusement les recommandations de la Commission Ouimet et celle-là retient certainement mon attention.

M. Woolliams: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. La Division des appels ayant réexaminé et réduit les condamnations de ces adolescents et adolescentes, le ministre de la Justice veillera-t-il à ce que tous les procureurs spéciaux de la Couronne—qui dépendent, je le souligne, du gouvernement fédéral au titre de l'administration et du contrôle de la loi sur les narcotiques et de la loi sur les aliments et drogues—soient avertis de cette décision?

L'hon. M. Turner: Je pense que tous nos procureurs fédéraux de la Couronne se tiennent au courant de la loi, mais j'attirerai certainement leur attention sur ce point.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ENGAGEMENT ENVERS L'ONU QUANT À L'EXPANSION DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): J'ai une question pour le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et, comme j'ai lu que le sujet risquait de devenir tabou, je voudrais le

signaler au secrétaire parlementaire. Peut-il nous dire si le gouvernement a dénoncé l'engagement donné en 1967 par le prédécesseur du ministre à l'Assemblée générale des Nations Unies et d'après lequel le Canada devait augmenter sa contribution aux programmes de développement international pour atteindre le chiffre de 1 p. 100 de notre produit national brut en 1970-1971?

[Français]

M. Jean-Pierre Goyer (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a l'intention de déterminer dans quelle mesure il participe au programme d'aide aux pays du tiers-monde, à la lumière du rapport Pearson.

LA CONSOMMATION

ACCIDENT IMPUTÉ À L'ACIDE SULFURIQUE S'ÉCOULANT D'UNE VOITURE-JOUET

[Traduction]

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme un enfant de Montréal a failli être gravement et même fatalement brûlé par de l'acide sulfurique s'écoulant d'une voiture-jouet, apparemment approuvée par le ministère de la Consommation et des Corporations, le ministre voudrait-il enquêter là-dessus sans retard?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore reçu de rapport sur ce malheureux accident, mais je vais y voir immédiatement. Je voudrais néanmoins faire une mise au point. S'il s'agit de la voiture-jouet à laquelle je pense, elle n'a jamais été approuvée par mon ministère. Nous n'avons pas d'organisme à cette fin.

Mme MacInnis: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre sait-il que les journaux ont publié une déclaration du Canadian Toy Testing Council, attestant qu'on y avait examiné le jouet en compagnie d'un fonctionnaire du ministère de la Consommation et des Corporations et qu'on n'y avait vu aucun danger?

M. l'Orateur: A l'ordre. A moins que le ministre ne veuille invoquer le Règlement, la question me paraît irrecevable.

L'hon. M. Basford: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur, pour faire une mise au point. Même si l'un de nos fonction-